

# VOTRE EUROPE, VOTRE LIBERTÉ:

LA VOIE DU CHANGEMENT, POUR VOUS



# De la résolution des crises à la mise en œuvre de changements positifs pour notre avenir commun

Ces dernières années, nous avons dû faire face à une prise de conscience brutale. La pandémie, la guerre atroce de la Russie contre l'Ukraine et la crise du coût de la vie qu'elle a entraînée nous ont tous mis à l'épreuve. Ces événements nous ont cruellement rappelé que nos démocraties, notre paix et nos opportunités économiques ne pouvaient et ne devaient pas être considérées comme acquises.

Malgré les difficultés sociales et économiques, vous, les citoyens européens, avez fait preuve d'une résilience et d'une solidarité remarquables. De même, l'Union européenne a démontré qu'elle peut agir et qu'elle agit sur ce qui est vraiment important, au moment où ça l'est vraiment. Nous nous sommes rassemblés sur des questions essentielles que l'on croyait impossibles à résoudre. Alors que la guerre sévit en Ukraine, nous combattons ensemble les attaques contre les valeurs démocratiques, et des citoyens originaires des quatre coins de l'Europe se portent volontaires pour rejoindre les forces armées ukrainiennes contre l'agression russe, venant ainsi prêter main-forte à nos voisins démocratiques. Pendant la crise énergétique, nous nous sommes unis pour trouver des solutions qui vous aident à faire face à l'augmentation du coût de la vie. Durant la pandémie, nous avons mis en commun et partagé des ressources et des équipements médicaux, et investi ensemble dans le développement et l'achat de vaccins. Cela n'a pas toujours été facile, et le chemin était semé d'embûches. Mais nous avons accompli ce qui était encore inimaginable il y a cinq ans.

Il est temps d'en tirer parti. En tant que force centriste des partis libéraux et démocratiques en Europe, nous partageons le désir et l'impatience de vivre des temps meilleurs et plus faciles. Si nous avançons ensemble, nous serons en mesure de surmonter les menaces qui pèsent sur notre sécurité intérieure et extérieure, les défis économiques et la crise climatique. L'Europe doit devenir moins compliquée, ce qui passe par le renforcement du principe de subsidiarité. Associer l'UE à une réglementation excessive ou à des interdictions, ça doit être de l'histoire ancienne. Voyons-la plutôt comme un organisme offrant des solutions simples, rapides et claires aux défis de notre temps. Nous remuerons ciel et terre pour faire de l'Europe un espace de vie sûr et prospère. L'incertitude va de pair avec le changement, mais chaque changement s'accompagne d'opportunités. Nous nous engageons à trouver un moyen, à travers la science, de garantir que ces changements créent des emplois, maintiennent notre modèle social, préservent nos écoles, nos crèches et nos hôpitaux de classe mondiale, et apportent une autonomie stratégique ouverte aux secteurs clés. Nous aspirons à ce que vous et les générations futures ayez la liberté de choisir votre propre trajectoire de vie.

C'est pourquoi, en tant que force libérale en Europe, nous voulons nous concentrer sur les objectifs suivants :

- **Maintenir l'Europe libre, sûre et démocratique :** aider l'Ukraine à gagner la guerre, renforcer nos capacités de défense et notre sécurité économique pour une plus grande indépendance de l'Europe.
- **Stimuler la croissance économique pour votre liberté :** investir dans vos compétences et dans les technologies numériques et durables pour créer des emplois, réduire nos dépendances et dissocier la croissance de l'utilisation des ressources naturelles et des effets négatifs grandissants sur le climat et la santé.
- **Gagner votre confiance par l'action et les réformes :** vous donner un droit de regard sur la manière dont votre pays et l'Europe sont gérés, et créer des institutions efficaces et transparentes, en demandant des comptes à ceux qui enfreignent la loi.





**MAINTENIR  
L'EUROPE LIBRE, SÛRE  
ET DÉMOCRATIQUE**

---

# Maintenir l'Europe libre, sûre et démocratique

Il est temps pour nous d'agir et de tenir nos promesses de préserver la liberté, l'ouverture et la démocratie. L'Europe doit pouvoir s'assumer seule et agir en toute indépendance pour garantir votre sécurité et votre sûreté, mais nous devons continuer de collaborer avec des alliés démocratiques tout en réduisant la dépendance à l'égard de fournisseurs uniques, en particulier ceux qui sont originaires de régimes autoritaires.

Nous avons vu que la guerre contre l'Ukraine nous a rassemblés en un continent uni, démontrant notre engagement à défendre la démocratie et la sécurité de manière positive et réactive. Il est essentiel que nous réaffirmions notre engagement à long terme envers l'Ukraine dans sa quête de stabilité et de progrès.



## Le parti ALDE se bat pour : Faire de l'Europe un espace de vie sûr

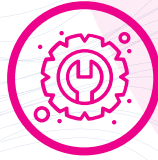
- Tout en maintenant un équilibre et en évitant les redondances entre la coopération de l'UE en matière de défense et l'OTAN, tous les pays européens doivent investir dans une capacité de défense paneuropéenne. Il est essentiel d'investir dans une coopération avancée au sein de l'Union européenne de la défense dans les domaines terrestre, maritime, aérien et spatial, ainsi que dans la recherche et le développement. Cela pourra ainsi se traduire par une meilleure capacité européenne à agir de manière indépendante, une plus grande capacité de production européenne, et par la création de conditions permettant des synergies entre les armées de nos pays, sans dupliquer ni remplacer les structures de l'OTAN, tout en reconnaissant que l'OTAN reste la principale structure de coopération militaire.
- Établir une nouvelle politique de défense de l'UE, révisée et renforcée, et l'axer sur le développement rapide et efficace des capacités militaires industrielles et de production de l'UE, l'Ukraine étant un participant, un partenaire et un contributeur actif aux futurs programmes d'investissement à grande échelle dans les secteurs concernés.
- Instituer le poste de commissaire européen à la Défense, afin de garantir une approche unifiée de la politique de sécurité et de défense de l'UE.
- Se donner pour mission claire d'établir d'ici 2040 une Union européenne de la défense en étroite coopération avec les partenaires européens et de l'OTAN, permettant à l'Europe de défendre son territoire, d'assurer la sécurité collective de ses citoyens, de lutter contre la fragmentation et de donner une impulsion à la normalisation entre nos forces armées afin de renforcer la sécurité et la coopération. L'Union européenne de la défense utilisera les moyens considérables dont elle dispose - le triple D de Diplomatie, Développement et Défense - pour défendre les valeurs européennes. Elle sera prête à déployer une capacité militaire efficace et rapide.
- Développer une capacité militaire stratégique européenne autonome et la rendre disponible en permanence. Renforcer le pilier de l'UE au sein de l'OTAN en consolidant notre mécanisme de coopération structurée permanente afin d'atteindre un niveau élevé d'efficacité, en reconnaissant que certains États membres conservent leur neutralité en dépit d'une participation active à des missions de maintien de la paix, et en menant une politique étrangère fondée sur des valeurs.
- Soutenir notre industrie européenne de la défense pour renforcer notre autonomie stratégique ouverte.
- Renforcer le rôle de l'UE sur la scène internationale en agissant comme une seule entité : passer au vote à la majorité qualifiée dans le domaine des affaires étrangères, de la défense et de la politique de sécurité, en empêchant les pays individuels d'entraver notre capacité d'action commune, accroître les rôles du Haut Représentant et du Service européen pour l'action extérieure, et donner à l'UE un siège au Conseil de sécurité de l'ONU.
- Instaurer un espace de libre circulation militaire pour garantir votre sécurité et pouvoir déplacer plus rapidement notre personnel militaire et notre armement en Europe. Présenter un plan d'investissement concret en matière de défense, d'une valeur de 100 milliards d'euros, qui servira à dynamiser l'industrie européenne de la défense.
- Établir des règles fondamentales régissant l'utilisation par les États des technologies numériques dans la guerre et stimuler la capacité commune de l'UE à agir et à répondre



à l'évolution des menaces numériques et de la désinformation, notamment par des partenariats public-privé et un échange rapide d'informations entre les pays, afin de protéger notre infrastructure numérique collective en garantissant un paysage cybernétique solide, et continuer d'investir dans les technologies numériques et de leur donner la priorité, de sorte que l'UE ne soit pas à la traîne.

- Dans notre position géopolitique stratégique, nous sommes unis à l'Ukraine, et nous nous engageons à accroître notre aide militaire jusqu'à sa victoire et à soutenir la reconstruction du pays après la guerre, notamment en identifiant un mécanisme juridique permettant d'utiliser les avoirs russes gelés et de que les envahisseurs russes répondent de leurs actes. Nous créerons un Représentant Spécial de l'Union européenne pour l'Aide Militaire et la Reconstruction de l'Ukraine. Nous soutenons l'adhésion pleine et entière de l'Ukraine à l'OTAN et à l'UE afin de renforcer sa sécurité et celle de l'Europe, avec toutes les garanties de sécurité que cela implique.
- Mettre en œuvre des sanctions ciblées de type Magnitsky à l'encontre des fonctionnaires chinois et des autres membres du Parti communiste chinois qui violent les droits de l'homme au Xinjiang, au Tibet et à Hong Kong en vertu de la loi sur la sécurité nationale, et protéger tout résident européen contre l'extradition vers la Chine.
- S'opposer à toute tentative de la Chine de remettre en cause le droit de Taïwan à déterminer son propre avenir ou de modifier unilatéralement le statu quo dans le détroit de Taïwan, en particulier en recourant à la force.
- Intensifier la lutte contre l'ingérence étrangère dans tous les processus démocratiques de l'Union européenne, y compris la désinformation, ainsi que l'instrumentalisation politique par des pays tiers.
- Lutter contre la hausse des crimes liés à la drogue en Europe, qui est devenue un marché de choix pour les trafiquants de drogue internationaux. Intensifier la collaboration entre Europol, Interpol et les services nationaux de police en améliorant l'échange d'informations et de données sur toutes les formes graves de criminalité transfrontalière et organisée. Renforcer le droit d'Europol d'ouvrir de nouvelles enquêtes et de mener des activités policières dans et avec les États membres, ainsi que de s'impliquer de manière proactive et de gérer seule les dossiers dont elle est saisie.

*Sans paix, il n'y a pas de prospérité. La sécurité de l'Europe a besoin d'un sérieux remaniement. L'onde de choc provoquée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine, la menace incessante du terrorisme et les préoccupations croissantes en matière de sécurité liées aux politiques de la Chine nous ont montré que nos systèmes actuels ne suffisent tout simplement plus. Nous devons renforcer les capacités autonomes de l'Europe et maintenir une approche ouverte et collaborative avec les pays partageant les mêmes idées afin d'accroître notre influence mondiale et de relever les principaux défis. Nous nous opposons fermement aux gouvernements qui suppriment les minorités et violent les droits de l'homme, et nous nous engageons à sauvegarder nos propres intérêts économiques et stratégiques ainsi qu'un ordre mondial durable et équitable.*



## Le parti ALDE se bat pour : L'élargissement comme outil de réforme et de sécurité

- Réaffirmer notre engagement en faveur d'une politique d'ouverture pour les pays européens qui remplissent les critères de Copenhague, et veiller à ce que l'UE envoie des signaux forts indiquant que le respect des critères et les réalisations majeures donnent des résultats tangibles. En ce sens, notre ambition est de faire en sorte que les pays des Balkans occidentaux, la Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine soient prêts à remplir tous les critères d'adhésion d'ici 2029. Outre le respect des critères de Copenhague, les pays candidats à l'UE doivent s'aligner sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE. L'UE cherchera à coopérer étroitement en matière d'affaires étrangères et de politique de sécurité avec les pays européens qui partagent les mêmes idées et qui ne font pas partie de l'Union, à l'image du Royaume-Uni et de la Norvège.
- Inviter les pays candidats à participer aux prochaines élections européennes en leur offrant un statut d'observateur sans droit de vote au Parlement européen et dans d'autres institutions de l'UE jusqu'à ce qu'ils deviennent membres à part entière, comme cela a été fait précédemment.
- S'appuyer sur le cadre de Windsor pour permettre à l'UE de développer une relation plus étroite avec le Royaume-Uni.
- Accueillir la Communauté politique européenne comme un forum permettant aux pays européens de s'asseoir à la table des négociations, mais pas comme une alternative à l'adhésion à l'UE.
- Investir dans les infrastructures publiques de base et la connectivité, en mettant l'accent sur l'amélioration des systèmes électriques et de transport. Garantir l'égalité des chances pour les établissements d'enseignement dans tous les pays candidats, comparables à ceux associés au programme Erasmus+, et soutenir les initiatives dans les pays candidats et les candidats potentiels, telles que le concept de « Roam Like at Home » entre l'UE et les Balkans occidentaux.
- Préparer l'UE à un nouvel élargissement. Réformer la procédure décisionnelle de l'UE afin d'en garantir l'efficacité, même avec un plus grand nombre d'États membres et de points de vue divergents. Réformer le budget de l'UE afin qu'il soit prêt à absorber les conséquences financières de l'élargissement.

*L'élargissement de l'UE nous est profitable d'un point de vue politique, économique et sécuritaire. L'UE, ses valeurs et ses normes restent le grand facteur d'unité pour tous les peuples des Balkans occidentaux, de la Moldavie, de la Géorgie et de l'Ukraine. Il est essentiel de soutenir le développement de nos pays frères afin qu'ils puissent accéder au statut de candidat et stabiliser la région, de favoriser l'intégration et de contrer les efforts de déstabilisation de la Russie, de la Chine et d'autres pays perturbateurs.*





## Le parti ALDE se bat pour : Renforcer la sécurité économique de l'Europe

- Raviver la dynamique en faveur d'accords de commerce et d'investissement de l'UE avec des économies ouvertes et tournées vers le marché telles que les États-Unis, l'Australie, le Mercosur, certains partenaires africains et la région indopacifique, sur la base d'engagements internationaux en matière d'État de droit, de droits de l'homme, de biodiversité et de climat, de réciprocité dans l'accès au marché et de respect des règles existantes de l'OMC. L'UE doit conclure les négociations en cours, entamer de nouveaux pourparlers avec d'autres partenaires et accélérer la ratification de tous les accords commerciaux et accords de protection des investissements qui ont déjà été conclus, à l'exception de l'accord d'investissement avec la Chine.
- Parvenir à un accord de libre-échange transatlantique avec les États-Unis est le meilleur moyen d'atteindre notre objectif climatique commun et de créer des emplois et des opportunités de croissance, tout en réduisant les conséquences négatives pour l'UE de la loi américaine sur la réduction de l'inflation.
- Réduire la dépendance à l'égard de régimes qui ne partagent pas nos valeurs européennes en appliquant un principe de réduction des risques et de diversification. L'accord global sur les investissements (AGI) conclu avec la Chine ne pourra être réexaminé que lorsque les contre sanctions chinoises à l'encontre des élus et des universitaires européens auront été totalement levées et que l'accord prévoira de véritables engagements et résultats de la part de la Chine concernant les droits de l'homme, la démocratie, le travail, l'environnement, l'accès au marché et la protection de la propriété intellectuelle pour les entreprises européennes.
- Mettre en place un accord bilatéral d'investissement entre l'UE et Taïwan afin d'accroître notre autonomie stratégique ouverte pour nos industries durables et de pointe.
- Envisager l'adhésion au partenariat transpacifique et la création d'un conseil de sécurité économique composé de pays partageant les mêmes idées.

*La crise du coût de la vie, la pandémie, les confinements et les conflits mondiaux ont montré que nous dépendons trop de pays qui ne partagent pas nos valeurs. Cela met en danger notre démocratie, notre économie et notre mode de vie. Toutefois, le libre-échange reste la clé de la croissance et de l'emploi. Ce n'est qu'en renforçant les échanges commerciaux que nous pourrions stimuler notre économie et notre capacité à agir de manière indépendante, en travaillant dans votre intérêt et celui de l'UE, tout en fixant des normes au niveau mondial. Il ne s'agit pas de couper l'UE du reste du monde, mais de travailler encore plus étroitement avec les États-Unis et les partenaires qui partagent nos valeurs, notre modèle économique et nos objectifs écologiques et climatiques.*





**STIMULER LA CROIS-  
SANCE ÉCONOMIQUE  
POUR VOTRE LIBERTÉ**



# Stimuler la croissance économique pour votre liberté

Notre liberté économique, les emplois d'aujourd'hui et de demain et notre capacité à lutter contre le changement climatique dépendent de la transition réussie vers une économie durable et numérique qui vous donne le pouvoir d'agir. Nous pouvons transformer ces changements majeurs en opportunités si nous établissons des priorités claires et strictes et si nous ciblons les financements de l'UE.

Il ne s'agit pas seulement d'une question de niveau de dépenses, mais aussi de la manière dont nous dépensons. L'UE dispose déjà d'une capacité d'investissement de 1100 milliards d'euros jusqu'en 2027, ce qui lui permet de se mesurer aisément à ses concurrents économiques. Mais nous sommes trop lents à dépenser cet argent, et nous le dispersons sur un trop grand nombre de programmes qui se recourent. Fin 2023, seul un tiers du fonds de relance européen post pandémie avait été utilisé. L'ensemble des politiques et des instruments économiques de l'UE doit être consacré à la transition vers et le soutien d'une économie durable et numérique.

Les investissements publics de l'UE ne peuvent se suffire à eux-mêmes. La capacité de nos entreprises à investir et s'engager dans une économie durable et compétitive dépend aussi de l'attractivité de l'Europe en tant que lieu propice pour faire des affaires. Nous devons faciliter les investissements, la croissance et l'expansion des entreprises en Europe. Cela signifie qu'il faut faire tomber les barrières et réduire les formalités administratives pour les entrepreneurs et les PME en Europe. La seule façon d'avancer est de maintenir nos marchés ouverts et résistants aux activités hostiles et aux comportements malveillants, et de réunir des acteurs qui encouragent une concurrence saine et tirent parti de la numérisation.



## Le parti ALDE se bat pour : Une boussole pour les dépenses de l'UE - durable, efficace, numérique

- Consolider les nombreux programmes, fonds et facilités budgétaires de l'UE afin de simplifier les dépenses et de privilégier clairement les investissements et l'innovation dans la transformation durable et numérique, la résilience et la sécurité dans toute l'Europe, en tenant compte des coûts et avantages réels de ces investissements pour votre prospérité, votre résilience et votre sécurité futures.
- Réduire le temps nécessaire pour que l'argent de l'UE vous parvienne et profite à votre communauté. Fournir aux municipalités un accès plus direct aux programmes de l'UE tels que le Fonds social européen, et ouvrir davantage de possibilités de financement direct pour les municipalités, les villes et les organisations de la société civile. Pour les programmes d'investissement gérés au niveau national et central, éviter les doubles emplois avec des couches et des règles nationales supplémentaires, et prévoir des procédures de demande numériques à guichet unique afin que l'Europe réalise les économies d'échelle de ses concurrents mondiaux.
- Veiller à ce que les programmes de financement, en particulier les fonds régionaux et sociaux, soient suffisamment solides et souples pour s'adapter aux défis stratégiques, notamment la sécurité, la durabilité et la transformation numérique. Ces programmes doivent pouvoir être orientés vers une réaction aux crises ciblée sur les communautés et les citoyens en cas de besoin, plutôt que de créer de la lourdeur et des processus administratifs supplémentaires.
- Les nouvelles ressources de l'UE provenant du système d'échange de quotas d'émission (ETS), du mécanisme d'ajustement aux frontières pour le carbone et de la taxe internationale sur les multinationales doivent être utilisées à bon escient et affectées à la transition durable, résiliente et numérique, et ne pas être un simple moyen de combler les lacunes du budget général.
- Donner la priorité aux investissements publics de l'UE qui ont une dimension transfrontalière afin de réaliser les économies d'échelle offertes par le marché unique et de promouvoir la coopération industrielle dans l'ensemble de l'UE. Faire respecter les règles de l'UE en matière d'aides d'État et éviter une généralisation des subventions nationales qui risquent de fragmenter le marché unique.
- Adapter les règles budgétaires qui favorisent des politiques budgétaires saines et prudentes ne permettant pas aux États membres de dépenser au-delà de leurs moyens. De nouvelles règles budgétaires doivent inciter les pays à réorienter leurs investissements publics vers la transition durable et numérique. La flexibilité ne doit pas créer de distorsions dans le marché unique. Les politiques de retraite et de sécurité sociale doivent garantir l'équité pour les générations actuelles et futures, grâce à une réforme assurant leur solvabilité à long terme à la lumière de l'évolution démographique et du vieillissement de la population.

*Des crises majeures ont contraint l'UE à cibler et privilégier clairement les fonds destinés aux défis stratégiques : investir dans votre sécurité et veiller à ce que vous profitiez de la transformation durable et numérique. L'inflation actuelle et la dette accumulée en raison de la pandémie et de la crise énergétique sont des défis qui nécessitent des investissements ciblés et une gestion budgétaire saine de la part de l'UE et des États membres. Les libéraux européens élaboreront un système économique solide pour l'UE grâce à des politiques budgétaires pragmatiques et applicables, axées sur des investissements intelligents et la discipline budgétaire.*





## Le parti ALDE se bat pour : Un marché européen compétitif pour que vous et les entreprises puissiez prospérer

- Une Commission dirigée par l'ALDE remettrait le marché unique, qui reste l'épine dorsale de notre compétitivité et de notre capacité à créer des emplois, à l'ordre du jour de l'UE. Faire progresser et moderniser notre marché unique est le seul moyen d'accroître véritablement l'autonomie stratégique ouverte de l'Europe ; grâce à une réglementation efficace, à une intégration économique accrue et à la suppression de toutes les frontières intérieures et des obstacles existants pour les produits, les services et les marchés publics, faisant en sorte que nos innovateurs puissent accéder au capital-risque et aux fonds d'investissement dans toute l'Europe.
- Approfondir à la fois l'Union européenne des marchés de capitaux et l'Union bancaire européenne. Sur le marché primaire des capitaux, l'objectif est de créer de meilleures opportunités de financement pour les investissements privés. Un marché européen des capitaux solide est nécessaire pour financer ces investissements.
- Donner la priorité à la réduction des charges administratives et de la bureaucratie en suivant le principe simple « un marché, une règle ». Renforcer le contrôle parlementaire européen sur la mise en œuvre afin de garantir qu'une fois que quelque chose a été réglementé au niveau européen, la même règle, et non 27 variantes, s'applique dans l'ensemble de notre marché intérieur. Éliminer la nécessité pour les entreprises européennes, grandes et petites, de passer par 27 traductions et agences nationales, uniquement pour vendre leurs biens et services. De même, des domaines tels que les équipements, les subventions et les infrastructures de défense doivent, dans la mesure du possible, être adaptés pour répondre à une norme commune, plutôt qu'à des normes distinctes selon les États membres.
- Mettre en place un portail numérique uniforme pour la Commission européenne, où les entreprises peuvent trouver des informations pertinentes sur leurs différentes obligations de déclaration et soumettre tous leurs rapports, éliminant ainsi les doublons et réduisant la charge administrative des entreprises.
- Soutenir les industries de toutes tailles dans un large éventail de secteurs, en permettant aux industries européennes innovantes de passer à l'échelle supérieure et de se mondialiser, et en veillant à ce que l'UE demeure une destination d'investissement séduisante pour les entreprises étrangères. Pas en choisissant les gagnants et en misant sur des « champions » industriels.
- Assurer l'égalité des chances pour les entreprises en matière de fiscalité, tout en respectant le droit national à l'impôt. Les États membres sont en concurrence les uns avec les autres pour obtenir des avantages fiscaux qui profitent aux grandes entreprises et sapent les dépenses publiques. Simplifier les modalités de déclaration fiscale et la bureaucratie pour les travailleurs et les entreprises exerçant des activités transfrontalières au sein de l'UE et soutenir la mise en œuvre de l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS), afin de créer un système d'impôt sur les sociétés plus équitable et plus simple dans toute l'Europe.
- Protéger l'intégrité de notre marché intérieur en veillant à ce que les règles économiques de l'Europe permettent à toutes les entreprises de respecter les mêmes règles et se concentrent sur une meilleure application de la législation de l'UE dans tous les États membres.
- Conclure l'accord d'association entre l'UE et Andorre et Saint-Marin afin d'améliorer le marché unique en resserrant les liens avec ces micro-États étroitement liés aux décisions de l'UE.

*Le marché unique est l'élément le plus fort et le plus réussi de l'intégration européenne et il sert de référence dans le monde entier. En créant un marché intérieur fort, nous avons réduit les coûts, augmenté le choix et la qualité pour des consommateurs comme vous, et créé des opportunités de croissance et de création d'emplois pour nos entreprises. Cependant, le marché intérieur est encore incomplet. Nous plaçons en faveur d'un marché unique harmonieux qui garantisse un environnement commercial égal et compétitif au niveau de l'UE, tout en protégeant les consommateurs. Au lieu de se concentrer sur les subventions aux grandes entreprises nationales, l'UE doit se focaliser sur la compétitivité structurelle du marché unique en accordant une attention particulière aux PME et aux entrepreneurs, qui sont les principaux pourvoyeurs d'emplois de l'économie. Le marché unique constitue la stratégie industrielle de l'Europe et la voie vers une autonomie stratégique ouverte.*



## **Le parti ALDE se bat pour : Accélérer les économies d'énergie et le déploiement des énergies renouvelables et propres**

- Donner la priorité à la mise en œuvre des règles adoptées en matière d'énergie et de climat pour atteindre nos objectifs, y compris l'objectif 2040 proposé par la Commission européenne, et réaliser nos ambitions, afin que vous puissiez pleinement profiter de la transition durable et vous y adapter. Permettre à l'Agence européenne pour l'environnement de devenir une autorité pleinement opérationnelle, garantissant une mise en œuvre cohérente des normes environnementales dans l'ensemble de l'UE et soutenant les États membres dans ce domaine.
- Pour gérer efficacement les risques géopolitiques, il est impératif de réduire sciemment la dépendance à l'égard des ressources extérieures, en particulier celles provenant de pays non démocratiques, notamment la Russie et la Chine, en mettant davantage l'accent sur cet impératif stratégique. Cette approche renforcera la solidité et l'autonomie de nos programmes de financement, car elle garantira un meilleur alignement sur nos objectifs géopolitiques et sécuritaires plus généraux.
- Investir dans tous les types de sources d'énergie renouvelables, neutres en carbone, à faible teneur en carbone et basées sur les déchets, y compris l'énergie nucléaire, complétées par des technologies d'élimination, de capture et de stockage du carbone. Accroître la collaboration et les investissements publics et privés dans la capacité du réseau et le stockage. Adopter l'utilisation de l'énergie nucléaire comme outil permettant d'accélérer la décarbonation en réduisant la dépendance envers le gaz, le pétrole et le charbon, tout en rejetant fermement l'idée d'un gaz naturel « vert ».
- Accélérer l'efficacité énergétique et les économies d'énergie en vous donnant les moyens d'optimiser la consommation d'énergie, d'isoler et de rénover vos logements grâce à des incitations, des solutions numériques et la création de « guichets uniques » de rénovation, où vous pourrez facilement accéder à toutes les informations et à tous les services nécessaires à vos rénovations. Les gouvernements doivent montrer l'exemple en promouvant des programmes d'efficacité énergétique pour les installations publiques.
- Simplifier, raccourcir et accélérer la numérisation des procédures d'octroi de licences et de permis pour les projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique dans les États membres de l'UE.
- Renforcer les interconnexions électriques entre les États membres pour améliorer l'efficacité et l'intégration des marchés de l'électricité de l'UE, accroître la sécurité de l'approvisionnement et réduire la dépendance envers les fournisseurs de pays tiers.

Nous devons veiller à atteindre l'objectif d'interconnexion de l'UE d'au moins 15 % à l'horizon 2030.

- Élargir le champ d'application du système européen d'échange de quotas d'émission (ETS) pour couvrir tous les secteurs polluants au carbone restants et développer un système de certification neutre sur le plan technologique pour les émissions négatives vérifiées.
- Élaborer une stratégie européenne pour la bioéconomie, y compris l'utilisation durable de la biomasse en tenant compte de l'utilisation des sols.
- Faciliter la coopération intra-européenne entre les secteurs, tels qu'un réseau ferroviaire paneuropéen fonctionnel, ainsi que la recherche, l'innovation, le développement et le déploiement de technologies propres. La Banque européenne d'investissement doit contribuer aux investissements dans des produits et des projets essentiels dans les domaines de la production d'énergie verte, de la technologie et de l'infrastructure, afin de garantir la compétitivité par rapport aux fabricants non européens et d'assurer une autonomie stratégique ouverte pour l'UE.
- Permettre la décarbonation de tous les types de transport, qu'il s'agisse de marchandises ou de passagers, grâce au développement des infrastructures, notamment l'achèvement des liaisons transfrontalières manquantes, l'électrification des transports publics et des infrastructures de recharge dans les zones moins densément peuplées, la mobilité active aux niveaux national, régional et local, ainsi que l'utilisation de technologies durables et innovantes pour décarboner le transport de fret et de marchandises lourdes.

*L'énergie la moins chère est celle que nous n'utilisons pas. L'accélération du déploiement des énergies renouvelables et propres nous donne de la liberté, car elle nous offre les moyens de réduire notre dépendance envers des ressources extérieures. Cela est essentiel pour le chauffage de nos habitations, les transports et la distribution de l'eau. Nous devons utiliser tout l'éventail des solutions mis à notre disposition, en combinaison avec le principe de neutralité technologique, pour réduire les émissions et trouver des solutions de remplacement pour les émissions existantes. Ce faisant, nous pouvons lutter contre le changement climatique en réduisant l'utilisation des combustibles fossiles, et stimuler notre croissance économique en créant des emplois, en encourageant l'innovation et en rendant l'énergie plus abordable pour vous.*



## **Le parti ALDE se bat pour : Une transformation numérique qui renforce l'autonomie des citoyens et des entreprises**

- Garantir une réglementation numérique stable et claire pour favoriser l'investissement privé, en se concentrant sur la mise en œuvre des règles récemment adoptées. Si une nouvelle législation numérique est nécessaire pour assurer une nouvelle protection des consommateurs et lutter contre les dommages potentiels, cette réglementation doit se concentrer sur les incitations, l'ouverture technologique, la protection des données et de la vie privée des citoyens et le pouvoir de l'innovation pour laisser place à davantage d'investissements. Veiller à ce que les technologies numériques contribuent à la construction d'un domaine public démocratique, créatif et humaniste et imposer des réglementations qui soutiennent son élargissement.
- Mettre en œuvre un principe de « priorité au numérique » afin de promouvoir le potentiel des technologies numériques pour faciliter vos interactions avec l'administration publique, les paiements ou les processus de financement, et créer un environnement propice à l'accélération de la numérisation des entreprises européennes et du secteur public, notamment dans les soins de santé.
- Accélérer le déploiement de réseaux sécurisés, robustes et à très haute capacité à l'aide des fonds déjà alloués pour combler le déficit de connectivité, notamment dans les petites villes et les zones rurales et isolées, en rationalisant les processus d'approbation et en renforçant les partenariats public-privé. Soutenir la transition écologique en garantissant une connectivité, une capacité et un temps de latence de haute qualité pour les réseaux mobiles dans les chemins de fer. Veiller à ce que toutes ces infrastructures numériques critiques soient conformes aux normes de sécurité européennes et internationales et n'entraînent pas de vulnérabilités ni d'exposition à l'ingérence étrangère d'acteurs étatiques et non étatiques hostiles.
- Exploiter le potentiel des nouveaux outils numériques tels que l'intelligence artificielle pour stimuler notre économie et améliorer nos vies. Favoriser une vision européenne de l'intelligence artificielle en tant qu'innovation centrée sur l'humain, qui empêche les pratiques autoritaires grâce à des règles visant à protéger nos droits fondamentaux. Les outils numériques européens doivent refléter les valeurs européennes et contribuer à la lutte contre le changement climatique, à la promotion de la liberté individuelle et de l'égalité des chances, ainsi qu'au renforcement de la participation démocratique. Créer un environnement numérique sûr en vous protégeant de la désinformation faite par des gouvernements étrangers, grâce à la mise en œuvre des règles numériques récentes, du code de conduite de l'UE contre la désinformation et d'un Observatoire Européen du Numérique. Veiller à ce qu'Internet soit un espace sûr pour tous les utilisateurs, en particulier les femmes et les jeunes filles, et lutter contre la hausse du harcèlement en ligne.



- Favoriser les programmes de formation professionnelle afin d'améliorer d'urgence les compétences des professions clés, dans des domaines tels que l'industrie manufacturière, l'éducation, la cybersécurité, les soins de santé et l'agriculture, en les dotant d'un savoir-faire numérique pour accélérer la transition numérique et accroître la compétitivité. Les certificats professionnels doivent être reconnus dans toute l'Europe.
- Favoriser l'égalité numérique en allouant des ressources du Fonds social européen (FSE), lorsque cela est légalement possible, et de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR) au développement des compétences numériques chez les adultes, par l'intermédiaire des employeurs et des lieux de travail, en ciblant particulièrement les groupes vulnérables tels que les personnes âgées, les personnes ayant de faibles compétences (jeunes quittant prématurément l'école), les personnes porteuses de handicap et les habitants des régions sous développées. En outre, il est primordial d'améliorer les compétences numériques des élèves et des enseignants dans l'enseignement public. Cet objectif peut être atteint grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme de l'UE, qui définit également un niveau minimum de compétences requis, convenu d'un commun accord.
- Augmenter le nombre de professionnels européens et attirer des professionnels hautement qualifiés pour répondre à la demande croissante du secteur numérique, en prévoyant un soutien spécifique pour les femmes dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM), afin que le secteur numérique européen soit compétitif à l'échelle internationale. Alors que le numérique s'impose de plus en plus dans nos sociétés, nous devons améliorer la culture et les compétences numériques de tous les citoyens pour qu'ils soient en sécurité en ligne.

*Nous soutenons un environnement numérique sûr, ouvert à l'innovation et compétitif pour nos PME et nos entrepreneurs. Au cours de la dernière décennie, l'UE a fait un grand pas en avant dans la réglementation des entreprises numériques en faveur de la concurrence, de la protection de la vie privée et de l'égalité des chances dans notre marché unique, ainsi que de la sécurité des consommateurs. Ces règles constituent des jalons importants sur la scène internationale, mais pour que le modèle européen soit un succès, elles doivent être pleinement et correctement mises en œuvre. La nouvelle législation doit éviter d'imposer des charges trop lourdes aux entreprises au travers de contradictions et de doublons réglementaires. On ne parlera pas à l'avenir de l'économie numérique, l'économie sera numérique. Nous soutenons des actions audacieuses pour une transformation numérique équitable et compétitive.*



## Le parti ALDE se bat pour : Un système agricole durable qui garantit la production alimentaire et préserve la biodiversité

- Réformer la politique agricole commune (PAC) en vue d'alléger les charges bureaucratiques qui pèsent sur les agriculteurs et de soutenir une production alimentaire durable dans le respect de la biodiversité et du bien-être animal. Rationaliser la distribution des fonds existants et encourager l'adoption de pratiques et d'outils durables tels que la rotation des cultures, le biochar pour réduire les fuites de carbone et l'agriculture de précision. L'objectif principal de la future PAC doit être d'indemniser les agriculteurs pour ces biens collectifs que nous attendons d'eux et que le marché ne prend pas en compte. Il est important de réduire la charge bureaucratique qui pèse sur les exploitations agricoles petites et moyennes, en particulier dans certains États membres.
- Introduire de nouvelles règles pour les cultures génétiquement modifiées afin d'accroître la productivité et de réduire la quantité de pesticides utilisés.
- Partager activement les données, encourager l'innovation et investir dans des technologies de pointe pour prendre de meilleures décisions, gérer efficacement nos ressources, lutter contre les effets du changement climatique, réaliser des avancées révolutionnaires dans les domaines de l'agriculture et de la pêche et préserver la biodiversité.
- Augmenter la capacité du réseau de transport à travers l'UE afin de garantir l'approvisionnement en denrées alimentaires à des prix abordables.

*Nous voulons favoriser un environnement dans lequel vous pouvez prospérer et saisir les opportunités qui se présentent tout en atténuant les défis du changement climatique, en garantissant le maintien de prix abordables pour les denrées alimentaires, en sécurisant nos systèmes alimentaires et en promouvant le développement rural. Nous nous engageons à soutenir les consommateurs et les agriculteurs et à leur donner la possibilité de s'adapter à la transition durable tout en réduisant l'impact de notre secteur agricole sur le climat. Ce changement majeur peut être réalisé grâce à un effort et une responsabilité collectifs. L'adoption d'une agriculture et d'un système alimentaire durables est essentielle pour notre bien-être et pour assurer aux agriculteurs et aux pêcheurs - petits ou grands - des perspectives et une prévisibilité à long terme, tout en sauvegardant la biodiversité, les océans et les systèmes aquatiques, en préservant les ressources naturelles et en favorisant la croissance économique.*



## Le parti ALDE se bat pour : Une économie innovante, diversifiée et circulaire

- Inciter les entreprises à investir et s'engager dans une production durable afin de dissocier la croissance économique de l'utilisation des ressources primaires, notamment par la diversification, la réutilisation et la réparation. Vous permettre de prendre des décisions éclairées grâce à la transparence de l'empreinte carbone sur les étiquettes des produits et à la modification des règles relatives au marquage de la date des denrées alimentaires.
- S'opposer vigoureusement à l'obsolescence prématurée dans tous les secteurs commerciaux et industriels, conformément à notre engagement à promouvoir la réutilisation et la réparation des appareils électroniques.
- S'attaquer efficacement aux déchets en innovant dans la conception et l'emballage des produits. Étudier les possibilités d'un système de consigne à l'échelle européenne pour les emballages et de normes avancées pour les conteneurs. Promouvoir les investissements dans les installations de gestion et de recyclage des déchets en Europe. Encourager les dons de nourriture et faire en sorte qu'il soit facile d'éviter le gaspillage alimentaire.
- Améliorer la qualité de notre cadre de vie grâce à des politiques et à des incitations économiques qui vous sont accessibles et qui visent à rendre les espaces de vie plus abordables, plus durables et plus efficaces sur le plan énergétique, tout en réduisant l'empreinte matérielle de l'environnement bâti.

*Nous nous engageons à utiliser nos ressources de manière plus efficace et à passer à une économie circulaire, afin de réduire notre dépendance à l'égard des importations de matières premières essentielles, en particulier celles dont nous avons besoin pour l'énergie propre et les améliorations environnementales telles que les véhicules électriques, les smartphones ou les panneaux solaires. L'UE utilise actuellement plus de ressources naturelles que notre planète ne peut en remplacer en un an, ce qui est à l'origine du changement climatique et nuit à la biodiversité, tout en rendant les produits plus chers et plus difficiles à obtenir. Nous devons exploiter les possibilités offertes par les énergies renouvelables, les technologies innovantes et les solutions naturelles pour passer à une économie circulaire et durable. Cela permettra d'améliorer notre qualité de vie, mais aussi de garantir des ressources vitales pour nos entreprises, de produire moins de déchets et de protéger l'environnement.*



## **Le parti ALDE se bat pour : Vous doter de toutes les compétences nécessaires à la transition numérique et durable**

- Soutenir sans relâche le processus de Bologne et poursuivre le développement de l'initiative des universités européennes afin de garantir un système d'enseignement supérieur européen prospère et durable ; cela est essentiel pour promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie et une main-d'œuvre véritablement mobile, qui soit prête pour les transitions numérique et verte.
- Veiller à ce que chaque enfant européen apprenne au moins une langue étrangère dès l'école primaire pour lui permettre de communiquer en dehors de son État membre, quel que soit son niveau d'éducation.
- Adopter des stratégies éducatives transformatrices qui soient source d'opportunités pour tous les enfants, quel que soit leur milieu, tout en intégrant une vision qui prépare nos enfants aux futures transitions numérique et écologique.
- Créer un marché du travail véritablement interconnecté en revoyant la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles et des diplômes universitaires et professionnels afin de garantir la reconnaissance de l'apprentissage formel et informel et de faciliter le travail à distance dans toute l'Europe.
- Proposer des apprentissages en milieu de carrière et étendre les programmes Erasmus+ aux étudiants de tous les niveaux d'enseignement afin de garantir que chacun dispose des compétences nécessaires pour contribuer à notre main-d'œuvre, quel que soit son âge.
- Offrir à tous les jeunes Européens titulaires d'un diplôme professionnel des Pass Interrail estivaux parrainés par l'UE en vue de récompenser les choix de carrière bénéfiques pour l'économie européenne et de faire connaître les richesses de l'Europe au plus grand nombre, et non à une minorité.
- Mettre en place des procédures rapides (EU Blue Card) pour attirer des spécialistes hautement qualifiés provenant de l'extérieur de l'Europe dans des secteurs clés tels que l'ingénierie, les technologies durables et numériques et les soins de santé, mais aussi une main d'œuvre moins qualifiée. Des efforts doivent être déployés pour permettre aux ressortissants de pays tiers titulaires d'un permis de travail national de travailler dans d'autres États membres.
- Faciliter les voies légales d'immigration de main-d'œuvre dans l'UE et dans l'ensemble des États membres, en mettant en place une réserve de talents de l'UE et en simplifiant les contacts entre les employeurs et les ressortissants de pays tiers dans les domaines présentant des pénuries de main-d'œuvre dans les États membres.

*Un marché du travail dynamique et résilient est essentiel pour vous permettre de saisir les opportunités offertes par les transitions numérique et durable. Nous devons construire un marché du travail adaptable, inclusif et capable de vous aider à acquérir les compétences et les qualifications dont vous avez besoin pour prospérer et profiter d'opportunités durables, que vous viviez au nord, au sud, à l'est ou à l'ouest, en ville ou à la campagne.*





---

# **GAGNER VOTRE CON- FIANCE PAR L'ACTION ET LES RÉFORMES**

---



# Gagner votre confiance par l'action et les réformes

Les libéraux européens sont en première ligne pour défendre l'État de droit, vos libertés civiles et vos droits fondamentaux et assurer votre sécurité. Les attaques contre la démocratie se multiplient, tandis que l'attrait pour l'autoritarisme, le populisme, le nationalisme et l'identitarisme augmente dans de nombreux États membres. Nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers, mais être les premiers à lutter contre le cynisme.

La défense de la démocratie nécessite un engagement permanent. En tant que libéraux, nous devons nous rappeler que la démocratie ne se limite pas aux élections. La démocratie consiste à protéger vos droits individuels, votre liberté et l'État de droit, à vous doter des outils adéquats pour lutter contre la criminalité et assurer votre sécurité, et à vous donner les moyens de façonner votre propre destin et faire entendre votre voix. La mise en place d'institutions fortes, stables, démocratiques et fonctionnelles à tous les niveaux politiques reste notre principal objectif.

L'UE est un projet démocratique unique, mais des réformes sont nécessaires pour gagner votre confiance. Nous voulons construire un espace où les politiciens nationaux, locaux et européens communiquent avec vous pour créer des institutions justes, efficaces et transparentes. Nous voulons demander des comptes à ceux qui enfreignent l'État de droit.

Une démocratie libérale présente trois caractéristiques fondamentales : la démocratie, le respect des droits de l'homme et l'État de droit. Ce n'est que lorsque ces trois conditions sont réunies que l'on peut parler d'une démocratie viable.

Dans une telle société, chacun doit être certain qu'il récoltera les fruits de ses propres efforts et que les autorités sont également tenues de respecter le principe selon lequel personne n'est au-dessus de la loi. Pour que le marché intérieur de l'UE fonctionne, l'État de droit doit être respecté. Le respect de l'État de droit permet de lutter contre la corruption et de créer un climat propice aux investissements.



## Le parti ALDE se bat pour : Une réforme institutionnelle pour mieux faire entendre votre voix dans l'UE

- Réformer les élections européennes. Vous donnez le choix de voter pour tout représentant européen qui incarne le mieux vos idéaux, même s'il a une autre nationalité. Le parti ALDE continue de lutter pour des listes électorales transnationales.
- Réformer les traités de l'UE pour renforcer votre participation active et accroître la transparence et la responsabilité de l'UE afin de répondre à vos besoins et à vos principales préoccupations. Ouvrir le processus de consultation de la Commission européenne afin d'encourager une plus grande participation citoyenne, votre participation, notamment en intégrant davantage les communautés locales et les gouvernements infranationaux tels que les autorités locales et régionales. Ce sont elles qui appliquent la plupart des lois de l'UE et gèrent la moitié de ses investissements publics. Elles constituent donc une source essentielle d'informations sur les opérations de l'Union au niveau local.
- Transformer la Commission européenne en un véritable organe de direction politique et garantir une gouvernance et une prise de décision efficaces en mettant fin à l'approche cloisonnée, qui donne lieu à des chevauchements et à des contradictions dans la législation. Dans la mesure du possible, mettre en œuvre l'approche « one in, one out », en veillant à ce que chaque nouvelle réglementation introduite s'accompagne du retrait d'une réglementation existante équivalente afin d'éviter la redondance dans le même domaine d'action.
- Mettre en place un programme Erasmus pour les fonctionnaires travaillant dans les institutions européennes afin de favoriser la compréhension et la coopération entre eux et les États membres et de les rapprocher de vous.
- Plaider en faveur d'un siège unique pour le Parlement européen, avec un droit d'initiative législative et le pouvoir d'émettre un vote de défiance à l'encontre de tout membre de la Commission européenne.
- Encourager les États membres à célébrer et à marquer la Journée de l'Europe en la déclarant jour férié, à l'instar du Luxembourg.

*L'heure est venue de développer des mécanismes fonctionnels qui regagnent votre confiance et permettent une participation significative. Nous croyons en une Europe où votre voix est importante et où vous avez un rôle à jouer dans l'élaboration des décisions qui affectent votre vie. Ce n'est qu'en disposant d'institutions européennes plus fortes et de canaux de communication vitaux que vos préoccupations et vos aspirations seront représentées de manière adéquate dans les processus de prise de décision. Des initiatives citoyennes telles que la Conférence sur l'avenir de l'Europe nous ont permis de connaître les changements que vous souhaitez. Il est temps à présent de tout mettre en œuvre et de continuer de lutter pour une réforme garantissant que votre avenir est entre de bonnes mains.*



## Le parti ALDE se bat pour : Défendre l'État de droit et lutter contre la corruption

- Utiliser pleinement le principe de conditionnalité énoncé à l'article 7 et élargir le champ d'application du rapport annuel sur l'État de droit pour y inclure toutes les valeurs énoncées à l'article 2 afin de protéger et de promouvoir l'État de droit, l'égalité, le respect des droits de l'homme et des droits des minorités, de lutter contre la corruption et de garantir le respect de nos valeurs. Pas d'État de droit, pas d'argent européen.
- Veiller à ce que l'UE garantisse effectivement la protection de l'État de droit dans toute l'Union. Maintenir efficacement l'intégrité des institutions et lutter contre l'érosion préoccupante de l'indépendance du pouvoir judiciaire dans l'Union.
- Rester vigilant quant à la protection de l'État de droit dans tous les États membres. La Commission européenne doit considérer la protection de l'État de droit et des valeurs européennes comme sa mission principale. Toute violation de la législation ou des valeurs de l'UE doit faire l'objet d'une procédure d'infraction.
- Poursuivre le développement et le déploiement du mécanisme de l'État de droit dans l'UE. Le prochain cadre pluriannuel doit comporter des conditionnalités claires relatives à l'État de droit.
- Favoriser une fonction publique professionnelle, réformatrice, progressiste et réactive à tous les niveaux de gouvernement et d'institutions en Europe, et mettre en place des politiques de lutte contre la corruption, y compris un système d'indicateurs de suivi des politiques publiques afin de garantir l'impartialité. Mettre fin au clientélisme et à la politisation partisane, et empêcher l'impunité de la corruption.
- Conditionner l'obtention d'un financement de l'UE à la coopération avec le Parquet européen (EPPO), qui doit avoir la capacité d'appliquer des sanctions allant au-delà des pénalités financières. Les pouvoirs de l'EPPO doivent être étendus à tous les délits transfrontaliers graves qui ne peuvent être traités par les seuls États membres.
- Mettre en place en Europe un régime efficace de sanctions anticorruption et renforcer les agences nationales de lutte contre la corruption en leur accordant davantage de fonds, éventuellement par le biais d'initiatives au niveau de l'UE. Assurer le fonctionnement de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) en veillant à la coopération nationale et au respect des recommandations.
- Défendre la liberté d'association et de réunion pour protéger les organisations de la société civile, en particulier celles qui luttent pour protéger et promouvoir la démocratie menacée.

*La corruption reste un problème qui nuit à la bonne gouvernance, à la confiance dans les institutions et même au résultat des élections. La criminalité transfrontalière et organisée a augmenté, et certains gouvernements ignorent de plus en plus la suprématie du droit européen et des décisions de justice de l'UE, ce qui affecte notre sécurité, nos systèmes démocratiques et notre coopération. Nous nous engageons à lutter contre la criminalité, à réduire la corruption et à nous attaquer aux violations de l'État de droit, quels qu'en soient les auteurs, qu'il s'agisse de gouvernements ou de particuliers, tout en préconisant des sanctions ciblées afin d'éviter de punir des citoyens et des entreprises innocents.*





## Le parti ALDE se bat pour : Garantir votre liberté individuelle dans une société ouverte et tolérante

- Légaliser et reconnaître le mariage homosexuel et les familles arc-en-ciel, et veiller à ce que leurs droits, y compris la libre circulation au sein de l'UE, soient inscrits dans la législation européenne.
- Continuer d'améliorer les droits des personnes LGBTI+ et de les aider à fonder une famille en leur permettant de devenir des parents reconnus, tout en protégeant les droits des enfants.
- Garantir un accès égal et sûr à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, tels que l'avortement et d'autres soins fondés sur le sexe. Intégrer le droit à l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE et continuer de lutter pour des contraceptifs et des produits de santé menstruels abordables. Interdire les thérapies de conversion à l'échelle de l'UE.
- Combattre la violence fondée sur le sexe en demandant la ratification de la convention d'Istanbul par les pays restants, une définition harmonisée du viol fondée sur l'absence de consentement et la mise en œuvre d'ordonnances restrictives à l'échelle de l'UE. Renforcer l'égalité entre les hommes et les femmes et lutter stratégiquement contre le mouvement antisexiste.
- Faire tomber les barrières en augmentant la diversité dans toutes les sphères d'influence et garantir un accès suffisant au congé parental dans tous les pays et institutions européens, y compris la reconnaissance du congé parental pour les membres du Parlement européen et la possibilité de nommer un autre eurodéputé comme remplaçant, ainsi qu'en encourageant une répartition plus équilibrée des responsabilités en matière de garde d'enfants.
- Accélérer la mise en œuvre de la directive horizontale sur l'égalité de traitement afin de garantir aux personnes LGBTI+ une égalité de droits solide dans tous les domaines de la vie.
- Élargir la liste des crimes de l'UE pour y inclure les discours et les crimes haineux, et considérer le genre, le sexe, l'identité de genre et l'orientation sexuelle ainsi que le handicap comme des domaines dans lesquels le crime haineux peut se manifester, au même titre que le racisme et la xénophobie.
- Créer un organisme européen de surveillance chargé de protéger et de promouvoir la liberté et l'indépendance des médias dans toute l'Europe. Prévenir et poursuivre efficacement les infractions pénales, y compris la maltraitance des enfants, sans porter atteinte au droit à la vie privée des citoyens en imposant des contrôles obligatoires sur les discussions en ligne qui placeraient chaque citoyen dans une situation de suspicion et violeraient le chiffrement de bout en bout. Créer un fonds européen pour les médias indépendants, qui aidera ceux-ci lorsqu'ils sont la cible de poursuites stratégiques contre la mobilisation publique (SLAPP).

*Chacun d'entre nous est libre d'être qui il veut, indépendamment de son identité de genre, de son orientation sexuelle, de sa race, de sa religion ou de tout autre aspect de son identité. Nous sommes libres de nous exprimer, de poursuivre nos objectifs et de faire nos propres choix. En tant que libéraux, il est de notre devoir de créer une société libre et juste qui chérit la diversité et protège votre droit de vivre sans crainte. Nous continuerons de lutter contre les tendances conservatrices croissantes qui sapent les principes d'égalité.*



## Le parti ALDE se bat pour : Une politique d'asile efficace

- Réformer le régime d'asile européen commun, afin de mettre fin au modèle commercial cynique et inhumain des passeurs, d'améliorer les normes d'accueil, de partager les responsabilités et de rendre les procédures d'asile plus efficaces et fondées sur les droits de l'homme.
- Lancer un plan d'action européen pour les opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée, en donnant la priorité à la sécurité et à la dignité des personnes en détresse. Veiller à ce que les refoulements, les mauvais traitements infligés aux migrants et les autres violations de leurs droits aient des conséquences. Conclure des accords avec les pays tiers pour mettre un terme à l'immigration irrégulière vers l'UE, tout en respectant et en protégeant les droits de l'homme.
- Réduire simultanément les facteurs répulsifs et attractifs de l'immigration en élaborant des programmes de partenariat efficaces qui accordent la priorité à la création d'emplois et à l'atténuation du changement climatique, d'une part, et en mettant en œuvre des campagnes d'information objectives sur les réalités de l'immigration pour contrer la désinformation faite par les passeurs, d'autre part.
- Prodiguer des conseils juridiques spécialisés pour protéger les droits des personnes LGBTIQ+ qui demandent l'asile, même si elles sont originaires d'un pays officiellement considéré comme « sûr ».
- Mettre en place, à l'extérieur des frontières de l'Union, des installations communes pour les demandeurs d'asile gérées par l'UE et chargées de rationaliser le traitement des demandes.
- Réformer Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, pour un contrôle efficace des frontières extérieures de l'UE dans le respect des droits de l'homme.
- Abandonner les vetos politiques et les discours alarmistes utilisant l'immigration, et approuver la pleine adhésion à l'espace Schengen de tous les États membres qui remplissent les critères requis. Nous réaffirmons notre conviction que des frontières extérieures de l'UE fortes et des frontières intérieures ouvertes stimulent la croissance économique, l'efficacité des entreprises et des transports, ainsi que l'emploi transfrontalier, autant d'éléments qui contribuent à accélérer la cohésion, l'intégration économique et la stabilité de notre Union.
- Donner la priorité à l'intégration, notamment par le biais des fonds de l'UE, afin de soutenir des politiques telles que l'acquisition des compétences de base, l'application d'une tolérance zéro à l'égard de la discrimination, la promotion du dialogue interculturel et de l'apprentissage des langues, ainsi que des programmes de parrainage visant à faciliter l'intégration au niveau local.
- Élaborer des programmes d'aide extérieure efficaces donnant la priorité à la promotion de la démocratie, à la création d'emplois et à l'atténuation du changement climatique.

*Les courants migratoires vers l'UE ont toujours existé et feront toujours partie de nos sociétés. Nous offrons un abri aux personnes qui fuient la guerre ou la persécution. Nous devons lutter contre les trafiquants d'êtres humains et les passeurs, nous attaquer à l'immigration irrégulière et rendre la politique de retour et de réadmission plus efficace afin de remédier aux conséquences inhumaines pour les migrants et aux effets perturbateurs sur nos pays. En outre, compte tenu de la diminution et du vieillissement de la population et de l'aggravation des pénuries de main-d'œuvre, l'UE doit s'attaquer de front à l'intégration des migrants dans le cadre d'une politique migratoire réussie. Nous nous opposons à la rhétorique populiste anti migrants et aux politiques qui violent nos valeurs libérales et détériorent notre compétitivité sur le marché mondial du travail.*

